

CAUTION PERSONNELLE ET SOLIDAIRE

Nous, soussignés, **[nom de l’organisme habilité à se porter caution]**, dont le siège social est situé au **[adresse de l’organisme]**, immatriculés au registre du commerce et des sociétés de **[lieu d’immatriculation]** sous le numéro **[numéro RCS, SIREN ou SIRET]**, représenté par **[nom, fonction, adresse d’élection de domicile]**, ayant tous pouvoirs à cet effet,

[supprimer les mentions inutiles]

- **[Pour les établissements de crédit dont le siège social est situé en France, ou succursales établies sur le territoire français d’établissements de crédit ayant leur siège social dans un Etat qui n’est ni membre de l’Union européenne ni partie à l’accord sur l’Espace économique européen, ou société de financement dont le siège social est situé en France].**

certifions être agréés par l’autorité de contrôle prudentiel conformément à l’article L.511-10 du Code monétaire et financier et détenir la capacité de nous porter caution en faveur de tiers,

- **[Pour tout établissement de crédit ou société de financement dont le siège social est situé dans un Etat membre autre que la France]**

déclarons détenir, dans le cadre des procédures prévues aux articles L. 511-22 et 23 du Code monétaire et financier, la capacité de nous porter, en France, caution en faveur des tiers

- **[Pour les sociétés d’assurance]**

certifions être agréés par l’autorité de contrôle prudentiel et déclarons détenir, conformément au code des assurances et notamment son article L. 310-2, la capacité de nous porter, en France, caution en faveur des tiers

déclarons nous engager, conjointement et solidairement avec **[nom de la société garantie]**, dont le siège social est situé au **[adresse de la société garantie]**, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de **[lieu d’immatriculation]** sous le numéro **[numéro RCS, SIREN ou SIRET]**,

à payer, sans pouvoir soulever le bénéfice de discussion ni de division, dans les trente jours suivant la demande de l’Etablissement national des produits de l’agriculture et de la mer (FranceAgriMer) - 12, rue Henri Rol-Tanguy – TSA 30003 - 93 555 Montreuil-sous-Bois – **[ou adresse de la délégation nationale de LIBOURNE : Délégation nationale de Libourne – Zone industrielle – 17 Avenue de la Ballastière – BP 231 – 33505 LIBOURNE CEDEX]** - et à concurrence de la somme de **[en chiffres et en lettres]**,

toute somme en principal, intérêts, sanctions et autres accessoires, dont la société **[nom de la société garantie]** pourrait être redevable au titre des règlements communautaires applicables à la suite de :

- **[la demande de versement par avance de l’aide à l’investissement vitivinicole selon les conditions reprises à la décision du Directeur général dûment applicable – reprendre ici le n° de la demande d’aide]**

FranceAgriMer – modèles d’actes de cautionnement – Aide à l’investissement vitivinicole – annexe n°6 - modèle de caution personnelle et solidaire ponctuelle.

Le présent cautionnement prendra fin une fois qu’il aura été prouvé, conformément aux règles spécifiques de l’Union et à la satisfaction de l’autorité compétente, que l’obligation garantie a été remplie.

Fait à **[lieu]**,
Le **[date]**

Signature autorisée et cachet